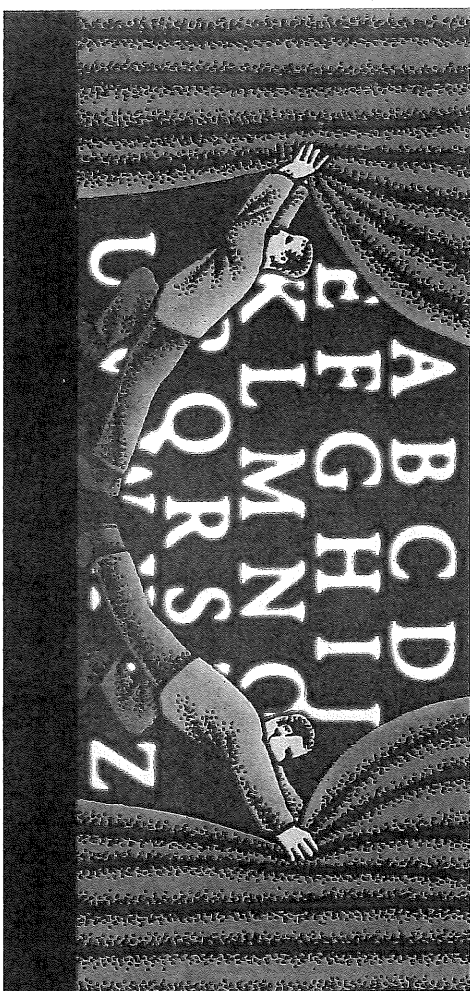


Trois langues et un idiome national à protéger

Cosmopolite et multilingue, ce petit pays ne s'en pose pas moins des questions fondamentales sur le statut à accorder à sa langue originale, un idiome proche de l'allemand.



— Le Soir Bruxelles

Vous avez fait votre choix pour les plats ? West der schon, wat der wellt ?

Luxembourg-ville, dans cette brasserie du quartier populaire de Bonnevoie, le grand tableau noir affiche le menu en luxembourgeois. La carte papier est bilingue. Et la serveuse – au minimum trilingue – donne l'impression de s'adresser à chacun de ses clients dans sa langue maternelle. Avec le sourire.

Bonnevoie, à un jet de pierre du centre-ville, c'est à lui seul une tour de Babel. *"Au moins 150 nationalités se croisent ici chaque jour. La plaine entière est réunie sur quelques kilomètres carrés,"* Jacques Hilion, rédacteur en chef du *Jeudi*, un hebdomadaire francophone, nous fait le tour du propriétaire, commente "le" débat du moment au Grand-Duché : faut-il sauver la langue luxembourgeoise ? *"Saver ? Allons, le luxembourgeois n'est pas menacé. Que du contraire ! Le cosmopolitisme est désormais la marque de fabrique du Luxembourg mais la*

langue originale du pays n'a jamais été aussi vivante." Alors que le français, l'allemand et – de plus en plus – l'anglais sont les langues de communication par défaut, le luxembourgeois est de fait "la" langue d'intégration.

Le sociolinguiste Bernard Fehlen confirme : *"Le luxembourgeois ne survit que parce que les frontaliers et les résidents étrangers l'adoptent en masse."* Jusque dans les années 1970, l'emploi du français était le signe de ralliement des élites et des élites face à un "dialecte germanique" davantage l'apanage des campagnes. Aujourd'hui, les mêmes débattent, dissertent, s'engouent en... luxembourgeois. Et n'oseraient plus faire autrement.

Racines. Pourtant, dans le même temps, le petit pays est traversé par de profondes divergences sur la primauté à accorder, ou non, à la langue originale. Si le feu couve depuis quelques décennies – en fait depuis les vagues migratoires et frontalières –, le référendum de 2015 a jeté un regard cru sur la légendaire tradition d'accueil des

Luxembourgeois. À la question de savoir s'il était opportun d'accorder le droit de vote aux résidents non luxembourgeois pour les élections législatives, près de 80 % des citoyens luxembourgeois ont répondu "non".

Nouveau regard cru fin 2016 lorsque la commission des "pétitions" (un système officiel qui permet de solliciter l'avis des citoyens sur des problèmes de société) est saisie coup sur coup de deux revendications antagonistes. La première plaide pour faire du luxembourgeois la première langue administrative et judiciaire du pays, qu'à tout le moins on la mette sur un même pied que le français et l'allemand. La seconde s'oppose à l'idée et plaide, elle, pour un pays multilingue. L'une et l'autre ont recueilli suffisamment de signatures pour contraindre légalement le Parlement à débattre de la question. Tout en donnant lieu à des débats enflammés sur les réseaux sociaux, eux-mêmes porteurs de tentatives de récupération par des mouvements nationalistes. [Une troisième pétition

a atteint mi-avril les 4 500 signatures nécessaires : elle s'oppose à l'initiation des enfants au français dès la crèche.]

"Le fond du problème est très simple, poursuit Jacques Hilion. La société luxembourgeoise change très vite : 576 000 habitants aujourd'hui contre 400 000 voici vingt-cinq ans. Alors que le pays accueille 10 000 per-

sonnes en plus chaque année, on se rapproche du jour où la moitié de la population ne sera pas de nationalité luxembourgeoise (NDLR : 45 % sont d'origine étrangère aujourd'hui, essentiellement belge, française, allemande, cap-verdienne, portugaise...). Le tout sans compter les 180 000 travailleurs qui traversent chaque jour la frontière. Le pays change très vite, donc, et avec lui les habitudes langagières." Avant, tout était très fixé : le luxembourgeois était la langue de l'administration, de la famille, des cours d'école et des campagnes, tandis que le français était la langue de la justice et des élites.

Sous la pression démographique, les lignes bougent, particulièrement chez les jeunes générations, où l'allemand tend à prendre le pas sur le français, où les réseaux sociaux rendent au luxembourgeois une place de choix, où l'anglais fait figure de langue universelle. À moins que la langue universelle

Le luxembourgeois peut nous servir de langue d'intégration.

ne soit ce *"sabr" que les ados parlent à la sortie des écoles, un joyeux mélange de quatre ou cinq langues en quelques phrases"*. Un sabir qui cache mal un système scolaire où la clé de voûte s'appelle multilinguisme : à 18 ans, le jeune Luxembourgeois est capable de se débrouiller en allemand, en français, en anglais et accessoirement en luxembourgeois, que l'école n'apprend d'ailleurs pas. À y perdre... son latin. Ou à tout le moins ses racines. C'est précisément ce que craignent aujourd'hui

les défenseurs de la langue luxembourgeoise. Un peu comme si dans une société au multiculturalisme exacerbé la langue originale devenait le dernier rempart, la bouée qui ramène indéniablement vers la terre maternelle.

Pragmatisme. Au risque de virer au combat identitaire voire nationaliste ? Robert Deneuwald, industriel et ex-président de la très puissante Fedil (la fédération patronale luxembourgeoise), n'y croit pas. Pas plus qu'il ne croit à un pays qui se replierait sur son idiome national. *"Le débat est davantage une question de tradition, de culture que de nationalisme. Oui, la langue luxembourgeoise est importante pour notre petit pays, mais comme acteur économique, il me faut être réaliste, c'est le plurilinguisme qui me paraît intéressant. La langue est une de nos forces mais elle ne doit en aucun cas devenir un facteur discriminatoire pour ceux qui travaillent au Luxembourg. C'est une bonne chose de favoriser son apprentissage mais il faut reconnaître qu'elle n'a jamais été un facteur de non-intégration."*

Pragmatique, le gouvernement de Xavier Bettel vient de dévoiler un plan stratégique pour la promotion de la langue originale. Quarante mesures, dont l'inscription du luxembourgeois dans la Constitution, la création d'un poste de commissaire à la langue, la demande de reconnaissance comme langue officielle de l'Union européenne, l'ouverture d'un cours de luxembourgeois dans les lycées... L'ence du plan était à peine sèche que le ministre [de l'éducation nationale] Meisch en détaillait un des axes forts : un programme d'éducation plurilingue dans les crèches. Ce qui suppose, commente-il, une *"jantisation des jeunes enfants avec le luxembourgeois comme langue d'intégration"*, mais aussi une *"mise en contact naturelle avec le français, qui fait partie de la réalité linguistique et scolaire du pays"*. Quand on vous parlait de pragmatisme...

— **Éric Burgoff**
Publié le 11 avril